

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 04/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL)

Rue des tréfileries
21400 Sainte-Colombe-sur-Seine

Références : 2023-135
Code AIOT : 0005401139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL) implanté rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 20/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°1133 du 29 septembre 2022.

Point d'attention, l'exploitant a informé l'inspection que la société Trefilunion était en redressement judiciaire depuis le 16 décembre 2022. L'exploitant a informé que les repreneurs ont jusqu'au 3 mars 2023 pour déposer leur dossier et le jugement actant un possible repreneur devrait se tenir le 17 mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL)
- rue des tréfileries 21400 Sainte-Colombe-sur-Seine
- Code AIOT : 0005401139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Sainte Colombe sur Seine produit des armatures pour le béton précontraint, sous forme de couronnes de fil simplement tréfilé ou de bobines de fil assemblé en torons de 3 à 7 fils, ainsi que des torons gainés au polyéthylène pour haubans de ponts suspendus.

Les bottes de fil machine sont d'abord décapées à l'acide chlorhydrique, puis phosphatées. Ces opérations se font en trempant les bottes de fil dans des bains contenant une solution d'acide chlorhydrique, puis un mélange d'acide phosphorique et de phosphate de zinc. Après chaque stade se situe une opération de rinçage par aspersion d'eau sous pression ou au trempé, et en fin de ligne une opération de passivation par trempage dans un bain alcalin. La plupart des opérations se font à chaud (40 à 80°C).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite à mise en demeure
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Stockages, rétention; manipulation et transport	Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 11.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 31	Susceptible de suites	Sans objet
3	Moyens matériels	Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 32.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Susceptible de suites	Sans objet
5	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 33	Susceptible de suites	Sans objet
7	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé à ce stade les actions permettant de lever les points faisant objet de la mise en demeure du 29 septembre 2022 ainsi que les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages, rétention; manipulation et transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages, rétention; manipulation et transport
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 29 mars 2023
Prescription contrôlée : <p>[...] Les eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle, doivent pouvoir être confinées à l'intérieur du site. Ainsi l'exploitant doit pouvoir disposer à tout moment des volumes de confinement suivants : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• 156 m³ pour le bâtiment décaperie (bâtiment n°4*). <p>* numérotation des bâtiments en annexe du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit, sur demande de l'Inspection, justifier ses capacités de confinement. Tous les dispositifs actifs permettant ce confinement doivent être testés chaque année.</p>
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022 il est constaté que : " [...] Non-conformité majeure : L'aménagement du bâtiment décaperie (bâtiment n°4) pour pouvoir contenir un volume de 156 m ³ d'eaux incendie n'est pas fonctionnel. Des barrières extérieures de confinement ont été installées aux accès du bâtiment, cependant elles ne sont pas utilisables, la boulonnerie ayant rouillée en quelques semaines du fait des vapeurs de produits dangereux à proximité. [...]"
<p>La visite d'inspection du 28 février 2023 a permis de constater que l'aménagement permettant de contenir les eaux d'incendie du bâtiment décaperie n'était toujours pas fonctionnel. L'exploitant a informé l'inspection avoir fait réaliser une évaluation chiffrée pour la mise en place d'un système de rétention adapté et résistant aux vapeurs de produits dangereux présents dans l'installation.</p> <p>La non-conformité majeure n'est donc pas levée. A noter que le délai fixé par la mise en demeure sur ce point n'est pas encore échue à la date de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,... Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail ou le volume unitaire de conditionnement du produit. L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables. L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022, il a été constaté : " [...] Non-conformité : La signalisation (panneaux, plan de circulation...) n'a pas été mise en cohérence avec l'évolution récente de la situation administrative du site (cessation d'activité partielle). Non-conformité : L'exploitant indique tenir à jour un état des stocks de produits toxiques/inflammables à la semaine. Par courriel du 25 mai 2022, l'exploitant a transmis le stock de produits chimiques (acide, soude, Gardobond...) avec les quantités maximales associées. L'état des stocks doit porter sur l'ensemble des produits toxiques/inflammables, y compris les stocks de PEHD qui sont absents de l'état transmis. Il est rappelé que l'état des stocks doit être tenu à jour quotidiennement et, en tout état de cause, les quantités maximales de produits toxiques/inflammables susceptibles d'être présentes ainsi que leur localisation doivent être connues et disponibles en cas d'intervention du SDIS. [...]" Lors de la visite du 28 février 2023 : - La non-conformité relative à la signalisation des règles de circulation dans l'établissement n'est pas levée. - L'exploitant a remis à l'inspection en date du 25/05/2022 la liste du stock des produit toxiques/inflammables. Cependant cette liste ne prend en compte uniquement que les produits consommables et non les déchets toxiques/inflammables De plus la liste fournie par l'exploitant n'indique pas la localisation des consommables. La non-conformité relative à la tenue à jour quotidienne de l'état des stocks des produits toxiques/inflammables n'est pas levé à ce jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 32.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens matériels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'établissement est doté au moins de : <ul style="list-style-type: none"> • 100 extincteurs répartis sur l'ensemble du site et adaptés au risque ; • 3 réserves d'eau de capacités respectives 120, 120 et 180 m³, dont le maintien de la capacité maximum doit être assuré et qui doivent être équipées de trappes de visite afin d'améliorer les manœuvres de mise en aspiration des engins d'incendie ; • 1 poteau d'incendie armé (d'au moins 30 m³/h à 3 bars) existant à l'entrée du site. L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022, il a été constaté que :</p> <p>"- 129 extincteurs ont été vérifiés fin 2021</p> <p>Non-conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre réserves d'eau sont disponibles sur le site : leur capacité sont de 200 m3, 140 m3, 38 m3 et 34 m3, soit un total de 412 m3. <p>L'écart avec le volume prescrit de 420 m3 a déjà été constaté lors de l'inspection du 9 octobre 2018.</p> <p>Par courrier du 11 décembre 2018, l'exploitant a indiqué avoir sollicité le SDIS pour validation du volume de 412 m3.</p> <p>Aucun porter-à-connaissance de modification n'a été transmis suite à cette sollicitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 poteau incendie est présent à l'entrée du site. <p>Le poteau incendie fait l'objet d'un contrôle fonctionnel tous les ans, sans mesure de débit, par le SDIS. Le dernier contrôle date du 19 mai 2022.</p> <p>Demande de compléments L'exploitant doit transmettre la mesure du débit du poteau incendie. S'il est public, le rapport de vérification du débit du poteau doit être sollicité auprès de la mairie."</p> <p>Lors de la visite du 28 février l'exploitant a signalé que la société Aube Sécurité Incendie avait réalisé le contrôle du poteau incendie, des extincteurs et des BAES le 16 décembre 2022, mais qu'il n'avait toujours pas transmis le rapport de visite. Dès réception par l'exploitant, du rapport de contrôle des équipements de protection incendie (poteau et extincteurs), une copie sera transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>La non-conformité relative au volume de réserve incendie insuffisante n'est pas levée à ce jour.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Art -6 – I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022, il a été constaté que : " la décaperie utilise 15 bacs d'environ 11 m3 de capacité pour le traitement de surface des matériaux entrants. L'exploitant montre le logiciel de supervision de l'installation de traitement de surface. Les cuves sont notamment équipées de capteurs de niveau bas et de niveau très bas. Non-conformité : A la connaissance de l'exploitant, il n'y a pas d'asservissement entre la détection du niveau très bas et l'arrêt du chauffage des cuves. L'exploitant déclare que le niveau très bas ne peut être atteint car il y a un remplissage automatique avant d'atteindre ce niveau. Cette affirmation ne prend pas en compte la nécessaire redondance des mesures barrières et ne justifie pas à elle seule l'absence d'asservissement." Lors de la visite du 28 février 2023, l'exploitant a confirmé que le système de chauffage des bains n'était pas asservi avec les capteurs de niveau bas ou très bas.
Observations : "L'étude des accidents a permis de mettre en évidence que les thermoplongeurs utilisés pour chauffer les bains peuvent avoir des puissances suffisantes pour enflammer, dans des délais de quelques minutes, les cuves ou les revêtements de cuves en matière plastique ou en caoutchouc si elles sont vides. C'est la raison pour laquelle la réglementation impose que les systèmes de chauffage des bains soient asservis au niveau de liquide dans la cuve." (Rapport d'activité 2021 du BEA-RI)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 29 octobre 2022
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022, il a été constaté que : "Non-conformité : Au cours de la visite en présence de la responsable QSE, du responsable production et du directeur industriel, l'Inspection a demandé si les commandes de désenfumage du bâtiment décaperie étaient automatiques ou manuelles ou les deux. Aucun des personnels présents n'a su indiquer si les commandes étaient automatiques (a priori non) et aucun ne savait où étaient les commandes de déclenchement manuel. C'est en interrogeant un autre employé qu'il a pu être déterminé que le déclenchement manuel s'effectuait à partir d'un boîtier non identifié, à la façade rouillée, présent sur une des façades extérieures du bâtiment." Lors de la visite du 28 février 2023, l'exploitant a confirmé que le système de désenfumage de la décaperie n'avait été conçu qu'avec un système d'ouverture manuelle. De plus, sa conception ne permet pas de rester opérationnel dans le temps, en effet les matériaux utilisés ne sont pas adaptés pour résister aux vapeurs des produits dangereux utilisés dans le bâtiments (vapeur acide). L'exploitant a informé l'inspection avoir effectué des recherches de prestataires pour régulariser la situation, mais pour le moment il n'aurait pas trouvé d'entreprise ayant la compétence nécessaire. La non-conformité ne peut être levée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2001, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an. [...].
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022: "l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques. La dernière vérification a été réalisée le 6 août 2021 par l'APAVE. Non-conformité : Le compte-rendu Q18 mentionne l'existence de dangers récurrents (car déjà signalés) ayant trait : <ul style="list-style-type: none">• à la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique ;• à l'absence ou à l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités ;• au dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel. Des actions doivent être menées pour résoudre ces anomalies. [...]." Lors de la visite du 28 février 2023, l'exploitant a informé l'inspection que les travaux de réparation des équipements électriques avaient été réalisés par l'équipe de maintenance de l'entreprise durant le deuxième semestre 2022. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de réparation des points cités lors de la visite du 23 mai 2022 et/ou le rapport de contrôle (Q18) justifiant que ces non-conformités soient levées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : Pour mémoire : Lors de la visite d'inspection du 23 mai 2022, il a été demandé des compléments : Le bâtiment de la décaperie est équipé de dispositifs de désenfumage en partie haute. L'exploitant doit justifier de la réalisation d'essais périodiques au moins tous les six mois conformément à l'article R. 4227-39 du code du travail. NON-CONFORMITE Lors de la visite du 28 février 2023, l'exploitant a confirmé que les dispositifs de désenfumage n'étaient pas opérationnels.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet